

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18775 - 73ÈME ANNÉE

Maires et parlementaires rassemblés
sur une question essentielle

Union pour les emplois aidés



La délégation des maires et parlementaires reçue hier par le préfet. Les élus de La Réunion ont montré hier qu'ils sont capables de s'unir pour défendre l'essentiel.

À l'appel de l'Association des maires de La Réunion, de nombreux élus se sont rassemblés devant la préfecture. La revendication d'un nombre minimal de 3298 emplois aidés pour assurer la sécurité dans les écoles. Dans ces conditions, la rentrée scolaire n'aura pas lieu à La Réunion le 18 août comme prévu. Les maires donnent au gouvernement jusqu'au 16 août pour faire des propositions. Pour sa part, le gouvernement a décidé d'organiser une visite du ministre de l'Éducation nationale à La Réunion le 17 août.



Hier, l'Association des maires de La Réunion appelait à un rassemblement devant la préfecture. Ce rassemblement a eu lieu au lendemain d'une rencontre entre une délégation de l'Association des maires et le préfet au sujet des emplois aidés. La décision définitive au sujet du quota du second semestre n'est pas encore prise. Mais les premières informations font état d'une baisse de 75 %. C'est une catastrophe pour toutes les familles pour qui un emploi aidé est la seule issue pour échapper temporairement au chômage de longue durée. C'est également un grave problème pour les collectivités car les travailleurs en contrat aidés ont un rôle important dans leur fonctionnement, notamment pour les écoles et les transports scolaires.

Quasi-unanimité des représentants du peuple

Tous les maires à l'exception de quatre étaient présents. L'absence de Gilbert Annette, maire de Saint-Denis, a rappelé qu'il est un soutien indéfectible d'Emmanuel Macron. Cette absence a le mérite de clarifier la situation pour les échéances à venir.

Plusieurs parlementaires étaient également aux côtés des maires, dont Gélita Hoarau, sénatrice de La

Réunion, et Nathalie Bassire, députée de La Réunion. Absent en raison de l'agenda parlementaire, Jean-Hugues Ratenon a pour sa part posé hier une question orale au gouvernement à l'Assemblée nationale. C'est donc l'unanimité des élus pour rappeler à Paris l'importance des emplois aidés à La Réunion.

Mardi, le préfet a annoncé le déblocage de 1.800 emplois aidés pour la rentrée scolaire du 18 août. Devant la préfecture, Stéphane Fouassin, président de l'Association des maires de La Réunion, a donné lecture d'une motion que les élus allaient remettre au préfet. Pour que la rentrée se fasse dans des conditions minimales de sécurité, les communes ont besoin de 3.298 emplois aidés. Ce nombre ne prend pas en compte les besoins de la Région et du Département pour les lycées et les collèges. Les maires de La Réunion dénoncent également le désengagement de l'État dans la politique de l'emploi, ainsi que la réduction des dotations versées aux collectivités.

Par ailleurs, le quota attendu pour le second semestre est de 11.000 emplois aidés à La Réunion. Les 1.800 proposés sont donc bien loin du compte et correspondent à peine à la moitié du nombre minimal pour assurer la rentrée scolaire.

Ils demandent au gouvernement de prendre en compte l'urgence de la situation économique et sociale de La Réunion, et rappellent que la rentrée scolaire ne pourra avoir lieu

le 18 août dans ces conditions.

Pas de rentrée scolaire

La délégation composée des maires et des parlementaires a été reçue par le préfet à 11 heures. La rencontre a duré plus d'une heure pendant laquelle toutes les personnes présentes autour de la table ont pu s'exprimer. Au cours de cet échange, Maurice Gironcel, maire de Sainte-Suzanne et secrétaire général du PCR, a rappelé que la situation de La Réunion n'est pas celle de la France, en raison notamment de la démographie. Gélita Hoarau a montré l'inquiétude des parents qui voient les moyens affectés à la réussite scolaire diminuer.

À la sortie, Stéphane Fouassin a pu constater que l'État reste sur ses positions.

Dans ces conditions, « la rentrée ne se fera pas le 18 août dans l'état actuel », soulignent les maires de La Réunion. L'Association des maires se réunira le 16 août. Elle laisse au gouvernement ce délai pour formuler des propositions. De plus, les élus demandent des garanties pour que la rentrée scolaire de janvier 2018 puissent se dérouler.

Maires et parlementaires restent donc mobilisés pour que les problèmes de La Réunion soient pris en compte par le gouvernement.

Edito

L'eau va-t-elle manquer ?

L'Office de l'eau Réunion a publié hier un bilan de la saison des pluies. Voici ces principales conclusions :

« Avec un déficit observé de -25%, la saison des pluies 2016-2017 est classée au 8e rang des années les plus « sèches » depuis 46 ans.

En ce qui concerne les cours d'eau, le bilan est déficitaire à fortement déficitaire, avec une évolution à la baisse sur tout le département. Sur les 11 points de mesure, la station du « Bras Panon » est la seule avec une tendance légère à la hausse par rapport à la saison 2015-2016. (...)

« Avec un déficit observé de -25%, la saison des pluies 2016-2017 est classée au 8ème rang des années les plus « sèches » depuis 46 ans.

En ce qui concerne les cours d'eau, le bilan est déficitaire à fortement déficitaire, avec une évolution à la baisse sur tout le département. Sur les 11 points de mesure, la station du « Bras Panon » est la seule avec une tendance légère à la hausse par rapport à la saison 2015-2016. »

La saison des pluies s'est enchaînée sur une période sèche marquée par un mois de juillet parmi les plus chauds jamais mesuré. Si cette situation ne change pas, il faut donc s'attendre à des restrictions dans l'usage de l'eau.

Comme tous les autres pays du monde, La Réunion subit les effets du changement climatique. Il est nécessaire de s'y adapter, et donc de prendre en compte la succession des périodes marquées par un déficit dans les ressources en eau. C'est une des priorités pour les autorités compétentes dans l'aménagement du territoire.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Rassemblement des maires contre la baisse du nombre d'emplois aidés

Gélita Hoarau et Maurice Gironcel solidaires

Gélita Hoarau faisait partie des parlementaires venus apporter hier leur soutien au rassemblement pour les emplois aidés. Maurice Gironcel a joint sa voix à celle des autres maires pour rappeler que la situation sociale à La Réunion est bien différente de celle de la France.



Gélita Hoarau et Maurice Gironcel aux côtés de Stéphane Fouassin, président de l'Association des maires.

Hier matin à l'appel de l'Association des maires de La Réunion, un rassemblement de protestation contre la baisse du nombre d'emplois aidés à La Réunion avait lieu ce 9 août devant la Préfecture. La quasi-totalité des communes étaient représentées par leur maire ou son représentant. Compte-tenu de l'importance des emplois aidés dans le fonctionnement des écoles, les maires ne seront pas en mesure d'assurer la sécurité dans les écoles si l'État ne répond pas à la revendication des élus : maintien de l'effort de l'État en termes de co-financement des emplois aidés. La rentrée scolaire risque donc d'être reportée à La Réunion.

Plusieurs parlementaires sont venus apporter leur solidarité, parmi eux la sénatrice Gélita Hoarau. Maires et parlementaires ont été reçus par le préfet. À l'issue de la rencontre, la sénatrice a déclaré ceci :

« Je suis solidaire de tous les

maires, ils ont un gros souci à gérer. Le président de la République a pris l'initiative de dédoubler les classes pour la réussite des enfants. C'est une intention louable, d'autant plus que toutes les écoles de La Réunion sont en zone d'éducation prioritaire.

Mais quand les moyens humains ne sont pas mis en face, comment alors parler de réussite ?

Le projet des maires est en effet de contribuer à la réussite scolaire des enfants, mais ils vont manquer de moyens. C'est l'inquiétude des parents et des enseignants, ainsi que dans les associations.

Il faut donc trouver rapidement une solution ».

Maurice Gironcel faisait lui aussi partie de la délégation des maires et parlementaires reçus hier par le préfet. Il a souligné combien la situation de La Réunion n'était pas celle de la France.

Ainsi en France, une commune de 20.000 à 25.000 habitants compte

deux ou trois groupes scolaires. Sainte-Suzanne est une commune qui fait partie de cette tranche, elle doit gérer 15 groupes scolaires.

De plus, le taux de chômage est quatre fois plus important dans sa commune que la moyenne nationale.

Maurice Gironcel a également rappelé qu'en France, le rapport entre la dotation globale de fonctionnement versé par l'État et le nombre d'habitants est deux fois plus important qu'à La Réunion.

« Sainte-Suzanne est totalement solidaire des maires qui demandent à l'État une vision politique. L'emploi est une compétence de l'État », souligne-t-il.

Le maire de Sainte-Suzanne a également souligné une revendication partagée par les élus : que le Pôle emploi procède au recrutement des emplois aidés affectés dans les communes.

Question d'actualité à l'Assemblée nationale

Emplois aidés : Jean-Hugues Ratenon interpelle la ministre du Travail

Hier à l'Assemblée nationale lors de la séance des questions d'actualité au gouvernement, le député Jean-Hugues Ratenon a interpellé la ministre du Travail au sujet de la baisse des emplois aidés à La Réunion. Il a demandé le maintien du quota de 2016 a minima.

Monsieur le Président ; Mesdames, Messieurs les ministres, Mes chers collègues,
Au nom des 24 Maires et du Collectif des 7 députés de La Réunion et mon Groupe La France Insoumise, Ma question s'adresse à Monsieur le Premier Ministre.

Elle porte encore sur l'incroyable suppression des contrats aidés sur toute la France.

Hier, vous avez annoncé seulement 1800 contrats pour les mairies de La Réunion, afin d'assurer la rentrée scolaire, alors que les maires réclamaient 3298 contrats pour satisfaire les besoins.

Devant ce constat, les 24 maires de l'île, toutes tendances confondues, ont manifesté ce matin devant la Préfecture et annoncent l'impossibilité d'assurer la rentrée scolaire le 18 août. En somme, l'éducation de nos enfants est sacrifiée au nom de vos rabotages budgétaires.

L'emploi aidé à La Réunion, Monsieur le Premier Ministre, n'est pas de l'assistantat mais correspond



Jean-Hugues Ratenon.

bien à de vrais postes de service.

Savez-vous, par exemple, que ces emplois accompagnent les personnes âgées de plus en plus marquées par l'isolement et la pauvreté ?

Savez-vous que ces emplois participent activement à la lutte contre les maladies vectorielles ? En 2005, plus de 300.000 personnes ont été touchées par le chikungunya, et parmi elles, 203 sont mortes. L'été arrive, je vous mets en garde : leptospirose, zika, dengue, chikungunya,... ces maladies mortelles, vont réapparaître sur notre territoire.

Savez-vous que ces emplois sont également indispensables aux associations qui luttent contre l'exclusion ?

Savez-vous qu'ils accompagnent nos malades dans les hôpitaux, où le personnel est déjà en sous-effectif et au bout du rouleau ?

Savez-vous que cette baisse, déjà engagée en 2014, alors que le Président actuel était Ministre de l'Économie, va également entraîner une perte de plusieurs dizaines millions d'euros pour nos entreprises déjà fragiles ?

Ma question est simple : Allez-vous rétablir a minima le quota de 2016 ?



Les maires réclament 3.298 contrats pour la rentrée scolaire, a rappelé Jean-Hugues Ratenon.

Un article de Salim Lamrani

50 vérités sur Gabriel García Márquez

L'écrivain colombien, génie du réalisme magique dont les écrits ont marqué à jamais l'histoire littéraire universelle, s'est éteint au Mexique le 17 avril 2014 à l'âge de 87 ans.

Né le 6 mars 1927 à Aracataca, département de Magdalena, en Colombie, au sein d'une famille modeste de 16 enfants, Gabriel José de la Concordia García Márquez, surnommé Gabo par ses proches, est sans doute l'un des plus grands écrivains latino-américains.

Peu après sa naissance en 1929, ses parents Gabriel Eligio García et Luisa Santiaga Márquez Iguarán sont contraints de déménager à Barranquilla pour des raisons professionnelles. Le petit Gabriel est alors confié à ses grands-parents maternels.

Son grand-père, le colonel Nicolás Ricardo Márquez Mejía, surnommé Papalelo, vétéran de la Guerre des mille jours – conflit fratricide qui a opposé le Parti Libéral au Parti National entre 1899 et 1902 –, excellent conteur, a une grande influence sur lui et devient le « cordon ombilical avec l'histoire et la réalité ». Progressiste, il s'était insurgé contre le massacre des bananeraies en décembre 1928, où plus de 1 000 ouvriers agricoles grévistes de la United Fruit Company avaient été massacrés par l'armée colombienne, suite aux menaces de Washington d'envoyer ses propres troupes pour protéger les intérêts de la multinationale. Le colonel raconte cette tragédie à son petit-fils. Il lui fait également découvrir les trésors du dictionnaire. « Il est diffi-

cile d'oublier un tel grand-père », confiera García Márquez.

Sa grand-mère Tranquilina Iguarán Cotes, affectueusement surnommée « mamie Mina » par le jeune Gabriel, est une « femme superstitieuse et dotée d'une grande imagination ». Elle le passionne elle aussi par ses histoires et ses récits extraordinaires ainsi que par sa manière de les conter. Elle devient ainsi sa première source d'inspiration. « Depuis que je suis né, je savais que j'allais être écrivain. Je voulais être écrivain. J'avais la volonté, la disposition, la motivation et l'aptitude pour être écrivain. Je n'ai jamais pensé que je pouvais faire autre chose que cela. Je n'ai jamais pensé que je pourrais en vivre. Mais j'étais disposé à mourir de faim pour être écrivain ».

A la mort de son grand-père en 1936, le jeune Gabriel, alors âgé de 9 ans, rejoint ses parents à Sucre. Il est envoyé en internat à Barranquilla, situé sur la rive du fleuve Magdalena, puis au collège des jésuites San José en 1940. Il obtient une bourse et poursuit ses études secondaires au Lycée national de Zipaquirá, situé à une heure de Bogotá.

En 1947, il entreprend des études de Droit à l'Université nationale de Colombie, à Bogotá et s'adonne à la lecture. Il dé-

vore Ernest Hemingway, James Joyce, Virginia Woolf et surtout William Faulkner, son « maître ». Il est également marqué par Franz Kafka et son livre *La métamorphose*, qui lui inspire son premier conte. Il se passionne également pour les classiques de la tragédie grecque tels qu'*Oedipe roi* de Sophocle.

Le jeune García Márquez est profondément marqué par le mouvement poétique *Piedra y Cielo* qui a vu le jour en 1939. Il avouera plus tard : « Sans *Piedra y Cielo*, je ne suis pas sûr que je serais devenu [un bon] écrivain. J'y ai appris non seulement un système pour métaphoriser, mais plus important encore, un enthousiasme pour la poésie qui, chaque jour qui passe, me manque davantage et me rend profondément nostalgique ».

S'inspirant des récits de sa grand-mère, il décide de se lancer dans l'écriture et publie son premier conte, *La tercera resignación*, dans le journal *El Espectador*, le 13 septembre 1947.

Salim Lamrani

In kozman pou la rout

« Fèr-blàn vide i fé bonpé dézord. »

Moin la konète lo tan demoun téi sharoye dolo dann fèr-blàn. Kosa té lo fèr-blàn ? La-dan té i fé vni salé, la grès, luil pistash épi tout sort zafèr. Sa lété dann tan lontan kan téi inport marshandiz par pti kantité é kan fèrblàn té vide dmoun té i ashète la plipar d'tan pou rode dolo, défoi osi pou kui manzé koshon... Pou sak i koné pa, fèrblàn, sa lété an tol : karé par dsi, karé par dsou avèk in l'antouraz la tol. Konbien l'avé lite la-dan ? Vin lite mi pans. Alor kan demoun téi sava rode dolo, fèr-blàn vide té i fé kolok kolok an alan é pou lo rotour fèrblàn plin téi fé pa dézord, zis in pti klouk, klouk tazantan. Donk sé kan lété vide téi fé lo plis dézord parèy pou d'moun na point arien pou dir épi arien pou fé valoir ali. In faye boug, an zénéral, sé li ki kriy pli for, alé oir li la poin vréman in gou d'sèl. Alé ! mi lès azot kas z'ot tête la dsi é ni artrouv pli d'van sipétadyé.

NB - I fo pa obliy lo shombli i mète dsi la tête zis dosou lo résipyàn pou in bon lékilib lo sistèm épi in bon protéksyon pou la tête. I fo pa obliy non pli in boushon fèye l'ansan pou mète dsi d'lo pou pa k' i anvèrs

Pour une histoire palikur (Wahano Seyno) -1-

L'indigence des documents sur laquelle on bute dès lors qu'on se penche sur l'histoire des Palikur est symptomatique. Cette absence des Amérindiens du discours historique en France et en Occident, malgré des contacts constants, rapprochés, vieux de plus de quatre siècles constitue un miroir profond de la pensée française.

Le 26 juillet 2007, devant un parterre d'étudiants sénégalais, dans un lieu hautement symbolique qui est celui de la transmission du savoir : l'université de la capitale, le Président de la République française, N. Sarkozy, s'exprimait ainsi : « Le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire. Le paysan africain, qui depuis des millénaires, vit avec les saisons, dont l'idéal de vie est d'être en harmonie avec la nature, ne connaît que l'éternel recommencement du temps rythmé par la répétition sans fin des mêmes gestes et des mêmes paroles.

Dans cet imaginaire où tout recommence toujours, il n'y a de place ni pour l'aventure humaine, ni pour l'idée de progrès.

Dans cet univers où la nature commande tout, l'homme échappe à l'angoisse de l'histoire qui tenaille l'homme moderne mais l'homme reste immobile au milieu d'un ordre immuable où tout semble écrit d'avance.

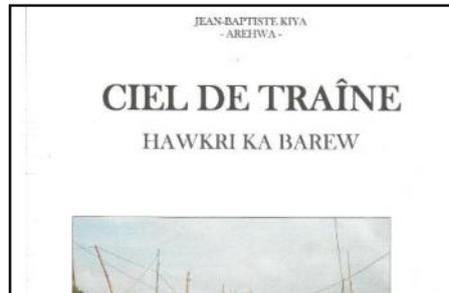
Jamais l'homme ne s'élance vers l'avenir... Jamais il ne lui vient à l'idée de sortir de la répétition pour s'inventer un destin ».

L'allocution faisait un constat accablant sur l'homme européen. De l'Occident, l'Afrique était invisible. Elle l'est restée aux yeux des anciens Colons et de l'Occident. Les autres continents des ex-colonies ne sont pas en reste, Asie et Amérique. Le discours balise une des étapes de cette guerre mémorielle que Jean Ziegler met en lumière dans *La Haine de l'Occident* que se livrent le Nord et le Sud. Reflet du mépris encore vivace de celui-ci envers celui-là.

Tout porte à croire que les Amérindiens français, à l'instar des Africains de M. Sarkozy, ne sont pas encore « entrés dans l'Histoire », qu'ils sont une part de cette large humanité diminuée, amputée de tout rôle historique. Mais encore une fois : de quelle histoire s'agit-il ? Bernard Montabo, historien guyanais, aurait dû, à défaut d'autre chose, expliquer cette disparition.

Son Grand Livre de l'Histoire de la Guyane ne consacre que les 30 premières pages, qui en comprend 600,

à évoquer l'histoire des Amérindiens, premiers habitants des plateaux, installés depuis plus de 100 000 ans avant la présence occidentale. L'ouvrage est de trois ans antérieur à l'allocution du Président. Serait-ce reconnaître que nous ne savons rien d'eux ? De toute évidence, le propos va au-delà. Non seulement, l'auteur ne s'étend pas sur les raisons de ce trou mémoriel, ni des silences qu'il induit : a contrario, il semble les adopter. Il écrit : « Immuable, quotidiennement recommencé, le rythme de la vie amérindienne n'a apparemment guère changé au fil des siècles ». C'est-à-dire à peu de chose près ce que disait le Président français. Immuable : sans histoires, les peuplades amérindiennes de même n'appartiendraient pas à l'Histoire... Nègres et Indiens, jadis, étaient conjointement comptabilisés comme biens meubles. On sait que les objets n'ont guère d'histoire, qu'ils n'ont pas d'âme. « Il n'est d'histoire que blanche », affirmait Gobineau dont les écrits ne firent que disculper les génocides qui ne tardèrent pas à s'étendre. Selon une évidence, les Amérindiens auraient vécu en dehors ou en marge, dans une sorte de limbes qui échapperait à toute classification historique. Façon de se débarrasser du sujet. Dédaigné et oublié.



Ciel de traîne (Hawkri ka barew) de Jean-Baptiste Kiya - nom palikur : AREHWA (à paraître prochainement).

Pourtant cette Mémoire, les Amérindiens, les Africains aussi, mais plus largement les « Peuples du Sud » nous demandent de la découvrir. Il sera ensuite nécessaire de l'intégrer au discours historique. Un chantier que l'Occident ne semble guère disposé à ouvrir. Au-delà de la ponctualité d'un discours présidentiel, tant que ne sera pas préalablement remis en cause le regard que les autorités présentes et passées portent sur les peuples et la civilisation amérindienne, tant que personne ne remettra en cause les attendus historiques officiels, le discours que l'on pourra tenir sur le

sud demeurera disjoint de l'histoire : ce sont plutôt ces discours, ceux de Sarkozy ou de Montabo qui resteront en dehors de l'histoire, car anachroniques. Le discours « historique » de Sarkozy était en fait anti-historique. Un proverbe africain a très bien pointé cet impérialisme de la culture et de la mémoire qui, de part l'illusion qu'il entretient d'une prétendue auto-suffisance, en devient insupportable, même depuis l'Occident ; il dit : « Tant que les lions n'auront pas leurs propres historiens, les histoires de chasses continueront à glorifier le chasseur ».

Hans Koning écrit dans sa *Conquête des Amériques* : « Commençons à écrire et étudier une histoire qui soit à la fois celle des vainqueurs et celles des victimes. Montrons davantage de respect à l'égard des nombreux morts. Les auteurs d'une telle histoire se devront d'être très précis et de s'armer afin de se défendre contre ceux qui ne sont pas prêts à abandonner le confort de l'arrogance raciale et du mépris. » Car si les Amériques sont à reconquérir, cela ne pourra se faire qu'avec l'aide des Amérindiens eux-mêmes.

Une anecdote éclairante. C'était en juin 2010, je me trouvais à la médiathèque de Kourou, parcourant des ouvrages sur le bagne, en quête de quelques informations sur la déportation annamite.

À quelques pas devant moi, se trouvait assis un vieux lecteur qui me tournait le dos.

Je lisais un article quand une chose singulière attira mon attention. Je levai les yeux : la tête du vieux monsieur était secouée de soubresauts. Il était en train de rire. Il rigolait silencieusement. Il se fendait littéralement la poire. Je jetais un œil par-dessus son épaule pour découvrir ce qui le faisait rire. Je n'en crus pas mes yeux : les pages de l'ouvrage qu'il avait entre les mains étaient couvertes de cartes. Ce gars-là rigolait devant un manuel de géographie... Je l'ai pris pour un fou.

Avec le recul, je comprends ma méprise : je pressens la raison pour laquelle il riait tant. Je reconnais n'avoir pas su qu'il pouvait y avoir tant de plaisanteries dans les lignes labyrinthiques des mappemondes.

Dans mon souvenir, ce vieil homme avait le teint cuivré. Les cartes qu'il parcourait étaient d'anciennes représentations du sous-continent.

(À suivre...)

Jean-Baptiste Kiya

Oté

La défans l'anvironeman konm in poinn vizé nout l'idéoloji politik

Mi souvien in zour moin l'asis in konférans de prèss par Paul Vergès. Dann konférans-la nout kamarad la parl in pé tout sizé, konmsi li té i sousyé fé pass lo mésaz dsi tout z'afèr inportan é pétète an espéran bann zournalis i konpran konm li l'inportans bann problèm li té apré an parlé. La pédagoji la pa in l'ar la répétisyon ? Tout fason, konm Paul Coubertin téi di : « La pa nésèsèr réisir pou antroprann... »

An tou lé ka li té apré parl dsi réshofman – d'klima kan in zournalis la poz ali in késtyon. Késtyon-la té i di konmsa : « D'apré ou si Marks té ankor la, kosa li nora pans dsi lo réshofman épi lo dérègloman-d'klima ? ». Nout kamarad la réponn konm do koi i fodré bann spésyalis lo marksism i travaye dsi késtyon-la pou trouv in répons bien apropriyé. Pétèt e i fodré galman demoun koméla i fé in travaye marksist dsi so gro problèm-la l'imanité i sort pran konsyans.

Bien sir i fo pa domandé si lo bann travaye Marks la fé étan vivan, té i parl dsi bann problèm-la, pars Marks lété in filozof, in l'ékonomis, in révolisyonèr mé li lété pa in dovinèr, ni in profète donk lé pa itil domann ali son l'opinyon la dsi... Mi di pa, i fo zap son métod travaye, son métod pou trouv in solisyon pou in problèm-in solisyon apropriyé, konm i di... Pou kosa mi di sa, Mi di sa pars pou in pé Marks é zéro koméla sé lo mèm z'afèr. Konmsi lo marksism lé mor avèk lo mir d'Berlin é la pa vré ditou .

Dabor moun-la té i di in afèr, mi pans lé korèk é sar toultan korèk. Pou li, kan in problèm lé mal pozé, la tête an ba é lo ki anlèr, i fo armète ali bon koté : la tête anlèr é li ki an-ba. Pou sak i konsèrn lo dérègloman d' klima, i fo pa kroir sa l'ariv konmsa é l'imanité avèk son l'intervansyon tor an travèr na poin arien a oir la-dan. Poitan si, konm moin la fine ékri pa rienk in foi, toultan ké l'imanité i konpran arpa la défans nout l'anvironeman i doi z'ète in poin kapital dann l'aktivité imène, li va mète ali dann danzé. Sa té vré yèr, lé vré zordi, é sar vré domin.

Sé pou sa, mi di é mi ardi, pars pou moin sé la vérité, nout l'idéoloji progrésist rrévolisyonèr i doi amenn anou pou mète la défans l'anvironeman konm in poin santral nout l'idéoloji politik - inn an parmi nout poinn vizé si zot i vé. Pa lo sèl pars la libérasyon sosyal épi idantitèr lé galman inportan pou nou, parti kominis rényoné.

Justin